



Rose-Marie Dumas lors du Forum transition. (Photo gracieuseté)

Les enjeux du transport en Chaudière-Appalaches

ENVIRONNEMENT. Dans une période de pénurie de main-d'œuvre, les enjeux liés au transport domicile-travail deviennent essentiels pour une région comme Chaudière-Appalaches.

La congestion, la distance et les travaux routiers font perdre le quart des candidats potentiels à une entreprise, selon une étude de l'Ordre des conseillers en ressources humaines et en relations industrielles agréés du Québec.

Le nombre de véhicules augmente également plus rapidement que la population du Québec. Ce qui accentue d'autant plus le problème.

Véronique Samson de Mobil-T, l'une des conférencières invitées au Forum sur la transition énergétique, offre des pistes de solution.



Véronique Samson lors du Forum sur la transition énergétique et l'adaptation aux changements climatiques de Chaudière-Appalaches. (Photo gracieuseté)

pourcentage de la taxe sur l'essence. Toutes les régions peuvent le faire. Ça fait en sorte qu'ils ont un budget pas mal plus gros pour leur société de transport régional», montre Véronique Samson.

CHAMPION QUÉBÉCOIS EN COVOITURAGE : DESJARDINS

Avec plus de 250 équipes de covoitureurs par année, le siège social de Desjardins de Lévis est un exemple à suivre par les autres entreprises et institutions. Il y a cinq ans, ils ont mis en place une plateforme en ligne où les employés peuvent s'inscrire.

Les covoitureurs ont un retour garanti à domicile sous forme de coupons de taxi prépayés. «S'il y a une urgence pour entrer à la maison ou aller chercher l'enfant plus tôt à la garderie, ils ont une possibilité de le faire aux frais de Desjardins.» L'implantation de ce système leur a coûté seulement 135 \$. (M.B.)

DES STATISTIQUES SURPRENANTES

Les gens de Chaudière-Appalaches sont plus nombreux à travailler dans la même ville ou municipalité où ils ont élu domicile qu'on pourrait le croire. «46% des gens travaillent dans la même municipalité ou ville. Il y a donc près de la moitié de la population qui n'a pas de grandes distances à parcourir», décrit Véronique Samson.

La proportion des gens qui se rendent à leur travail en marchant est aussi supérieure à la moyenne du Québec. Dans notre région administrative, ils sont 5,6% à s'y rendre à pied plutôt que 5,1% pour l'ensemble de la province.

RÉCUPÉRER LA TAXE SUR L'ESSENCE

La Gaspésie et les îles de la Madeleine ont un système de transport en commun sur réservation bien utilisé et connecté. «Ils ont fait une demande au gouvernement pour obtenir un

Forum transition énergétique

Adapter l'agriculture au climat de demain

MIZAËL BILODEAU
mbilodeau@beaucemedia.ca

ENVIRONNEMENT. Le projet agriclimate, en activité depuis l'automne 2017, vise à informer et préparer les agriculteurs de Chaudière-Appalaches aux changements climatiques.

«À l'image de ce qui s'est fait dans d'autres régions du Canada. Le plan d'adaptation va amener des engagements concrets», explique Rose-Marie Dumas.

Les projections climatiques pour 2050 indiquent que la saison chaude de 225 jours sera allongée de 21 de plus. Il y aura une augmentation des extrêmes chauds et des vagues de chaleur, les précipitations totales seront aussi supérieures, mais pas au cours de l'été.

Également en Chaudière-Appalaches, l'augmentation moyenne de la température sera de 2,8 degré Celsius. «On peut voir que l'agriculture pourrait ressembler à celle de la Montérégie, du New-Hampshire et de l'état de New York, décrit

Rose-Marie Dumas. [...] On peut envisager des impacts positifs comme la diversification des espèces végétales.»

Cependant, la couverture neigeuse sera aussi moins épaisse et plusieurs risques sont associés aux épisodes de températures extrêmes et aux multiplications des insectes ravageurs.

Un Forum régional se tiendra en 2020 pour faire le point sur le programme agri-climat qui vise «à s'assurer de la résilience et de la concurrence des fermes du Québec.

RÉDUCTION DES GES EN AGRICULTURE ?

«Ça ne fait pas partie d'un sujet central au projet. L'UPA fait de la sensibilisation, mais la décision [de prendre des mesures d'adaptation plutôt que de mitigation] c'est prise à l'échelle provinciale avec le Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec (CDAQ) et le ministère de l'Agriculture. On espère qu'il y aura un projet de la même envergure [pour la mitigation].

L'exemple de Nicolet : 12,9 % moins de GES

ENVIRONNEMENT. Le directeur général de la Ville de Nicolet comptant 8200 habitants, Pierre Genest, a montré comment une communauté avec un budget restreint est en mesure de parvenir à une réduction de ses gaz à effet de serre (GES).

Les élus et l'administration municipale sont parvenus à baisser d'environ 12,9% leurs rejets de 2009 à 2015.

Ils ont notamment adopté des mesures très ciblées liées à la conversion d'énergie de la Centrale de traitement d'eau potable et de leur aréna.

Ils ont profité de la rénovation de leur hôtel de ville pour le faire de façon intelligente en réduisant leur empreinte écologique, mais sans quérir une norme LEED.

«Il faut toujours se poser la question en tant que gestionnaire ou élu : peut-on le faire différemment ? Il y a des gestes simples, pas trop dispendieux, qu'il est possible de faire», explique M. Genest.

Un autre élément notable est la création d'un service d'autopartage de deux voitures qui porte le nom de SauvêR et la mise en place de bornes électriques. La municipalité redonne 500 \$ à tout résident qui en installe une chez lui.

Des compteurs d'eau et un éclairage intelligent aux lumières DEL sont aussi en projet.

L'IMPACT DES TEMPÉRATURES EXTRÊMES

«Au printemps, on anticipe les choses pas très faciles de notre côté. On souhaite un dégel



Pierre Genest, directeur général de la Ville de Nicolet, qui est parvenue à réduire considérablement ses émanations de gaz à effet de serre. (Photo Beauce Media - Mizael Bilodeau)

le plus lent possible. Les champs sont bien remplis. Il y a eu beaucoup de précipitations cet hiver», a décrit Pierre Genest. Ça va coûter cher les prochaines années. Il faut travailler en préventif plutôt qu'en curatif.»

«On voit les changements climatiques dans nos opérations de tous les jours. On reçoit plus de réclamations de nos concitoyens, car nos réseaux d'égout sont engorgés par l'augmentation de la fréquence et de la durée des pluies», explique-t-il. (M.B.)